

MISE A JOUR DU CADRE TERRITORIAL DE COMPENSATION DES PETITES ACTIONS VISANT LA MAITRISE DE LA DEMANDE PORTANT SUR LES CONSOMMATIONS D'ELECTRICITE EN CORSE

Ce document constitue la mise à jour du cadre territorial de compensation des petites actions de MDE en Corse comme défini dans la délibération de la CRE du 2 février 2017¹. Il est publié conjointement à la délibération de la CRE du 2 février 2023 et apporte des modifications au cadre mis à jour. Les recommandations formulées dans les délibérations du 17 janvier 2019 et du 14 avril 2022² et dans le cadre de compensation initial continuent de s'appliquer au cadre de Corse (sauf mention contraire explicite).

Le comité MDE de Corse a transmis à la CRE le 13 juillet 2022 son dossier présentant le bilan de l'année 2021 ainsi que ses propositions d'évolution du cadre de compensation. Sur la base de ce dossier, des échanges qui ont suivi entre la CRE et le comité et des derniers éléments transmis le 25 octobre 2022, la CRE a mis à jour le présent cadre territorial de compensation.

Le cadre territorial de compensation précise la nature, les caractéristiques et les conditions de compensation au titre des charges de service public de l'énergie (SPE) des petites actions de MDE mises en œuvre en Corse pour les années 2022-2023.

Glossaire³

- La prime MDE au titre des charges de SPE, dénommée dans la suite du document « prime MDE », correspond pour une action, à l'aide maximale financée par les charges de SPE dont pourra bénéficier le client. Une aide complémentaire peut être apportée par d'autres acteurs (Collectivités territoriales, ADEME...).
- Charges brutes de SPE : les charges brutes de SPE pour une action de MDE correspondent à la somme des charges accompagnant le déploiement de l'action, c'est-à-dire à la somme des primes de MDE versées et des frais du fournisseur historique (FH) déduction faite des participations financières des autres acteurs (subvention des collectivités, fonds chaleur de l'ADEME, aides du FEDER⁴, etc.) et des recettes issues de la valorisation des CEE générées par la mise en œuvre de l'action en question.

Charges brutes de SPE pour une action = primes MDE + frais du FH - participations tierces - recettes CEE

- Charges de SPE évitées : les charges de SPE évitées par une action de MDE correspondent à la somme des surcoûts de production évités sur toute la durée de vie de l'action. On s'y réfèrera dans ce document de préférence par le terme de surcoûts de production évités afin de limiter toute ambiguïté.
- Economie nette de charges de SPE ou gain net de charges de SPE : l'économie nette, ou le gain net, de charges de SPE induite par une action de MDE correspond à la différence entre les charges de SPE évitées sur la durée de vie de cette action et les charges brutes de SPE accompagnant le déploiement de l'action.
- Efficiency : L'efficacité d'une action de MDE est définie comme le rapport entre les surcoûts de production évités et les charges brutes de SPE au titre de l'action (qui tiennent compte notamment des recettes issues de la valorisation des CEE).

Avertissement

Les calculs effectués par les comités MDE et la CRE, en particulier les calculs qui visent à s'assurer de l'efficacité des actions, prennent en compte une actualisation en application de la méthodologie de la CRE du 2 février 2017. Cependant, pour une meilleure lisibilité sur les dépenses futures à engager par l'Etat, l'ensemble des valeurs exprimées en euro ou en MWh dans le présent document sont des données non actualisées. Les charges brutes de SPE d'une action de MDE correspondent ainsi à la somme non actualisée sur 5 ans des charges accompagnant le déploiement de l'action, en euros courants. Les kWh évités par une action de MDE correspondent à la somme non actualisée sur la durée de vie de l'action des kWh évités tandis que les charges de SPE évitées par l'action, désignent la somme non actualisée sur la durée de vie de l'action des surcoûts de production évités.

¹ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées.

² Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 14 avril 2022 portant décision relative au bilan des années 2019 et 2020 et à la mise à jour du cadre territorial de compensation pour les petites actions de MDE en Corse.

³ Un glossaire complet est présenté en annexe de la délibération n° 2019-006 du 17 janvier 2019.

⁴ Fonds Européen de Développement Régional.

1. MISE A JOUR DES ACTIONS DU CADRE

Le tableau 1 présente les demandes d'évolutions du comité MDE vis-à-vis du cadre de compensation.

Tableau 1 : Synthèse des demandes du comité MDE de Guadeloupe

Segment	Nom de l'action	Nature de l'évolution	Unité	Efficacité	Prime demandée
Particuliers	Recharge pilotée de véhicules électriques	Nouvelles actions	Unité	2,7	200
Professionnels	Rénovation globale et performante dans le tertiaire		MWh évité	1,2	2 000
Industrie	Système de gestion technique du bâtiment		m²	2,1	7
	Système de mesurage d'indicateurs de performance énergétique		kW suivi	2,8	10
	Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid		kWth récupéré	2,2	1 500

Le comité MDE demande l'inclusion au cadre de compensation de cinq nouvelles actions.

1.1 Avis de la CRE concernant le secteur résidentiel

Tableau 2 : Avis de la CRE sur les demandes du comité concernant le secteur résidentiel

Segment	Nom de l'action	Nature évolution	Unité	Efficacité	Prime demandée	Avis CRE (prime retenue)
Particuliers	Recharge pilotée de véhicules électriques	Nouvelle action	unité	2,7	200	200

1.1.1 Recharge pilotée de véhicules électriques de véhicules électriques

Le véhicule électrique est amené à se développer sur l'ensemble du territoire français dans les prochaines années. Toutefois, pour garantir la cohérence écologique et économique de l'électrification du transport, il convient d'éviter de recharger ces véhicules avec de l'électricité issue de moyens de production thermiques fortement carbonés et onéreux. Le pilotage de la recharge vise donc à garantir la recharge des véhicules chez les particuliers en heures creuses. Le niveau de prime s'élève à 200 € pour l'achat et l'installation d'un système de recharge pilotable, afin de couvrir le surcoût par rapport à un système équivalent de recharge non-pilotable. En accord avec la stratégie prévalente sur l'ensemble des ZNI, la CRE accepte cette demande d'évolution.

1.2 Avis de la CRE concernant les segments tertiaire et industriel

Les tableaux 3 et 4 présentent l'avis de la CRE à propos des demandes d'évolutions du comité MDE concernant respectivement les segment tertiaires et industriels.

Tableau 3 : Avis de la CRE sur les demandes du comité MDE concernant le segment tertiaire

Nom de l'action	Nature évolution	Unité	Prime demandée	Avis CRE (prime retenue)	Efficacité retenue
Rénovation globale et performante dans le tertiaire	Nouvelle action	MWh évité	2 000	Non retenu (re-porté)	-

Tableau 4 : Avis de la CRE sur les demandes du comité MDE concernant le segment industriel

Nom de l'action	Nature évolution	Unité	Prime demandée	Avis CRE (prime retenue)	Efficacité retenue
Système de gestion technique du bâtiment	Nouvelles actions	m²	7	6	2,1
Système de mesurage d'indicateurs de performance énergétique		kW suivi	10	Non retenu (re-porté)	-
Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid		kWth récupéré	1 500	1500	2,2

1.2.1 Rénovation globale et performante dans le tertiaire

Le comité MDE de Corse souhaite développer une action de Rénovation Globale Performante (RGP) pour les professionnels du secteur tertiaire, dont l'assistance opérationnelle serait réalisée par l'agence d'aménagement durable, d'urbanisme et d'énergie de la Corse (AUE), sur le modèle des actions de RGP existantes pour les maisons individuelles et le logement collectif. La CRE salue cette initiative qui adresse le gisement d'économie encore profond du segment professionnel et elle est favorable aux actions de rénovation globale qui garantissent des économies durables. Toutefois, compte tenu du faible retour d'expérience sur la rénovation globale dans le résidentiel et dans l'attente de la reconduction de la convention encadrant la mise en place de l'assistance opérationnelle par l'AUE sur les actions de RGP dans le segment résidentiel, la CRE ne souhaite pas modifier le périmètre de cette convention en y adjoignant une action sur le segment tertiaire.

1.2.2 Actions de gestion technique du bâtiment (GTB)

L'installation d'un système de GTB dans les bâtiments tertiaires devient une obligation légale à partir de 2025, en vertu du décret du 20 juillet 2020⁵. Les charges de SPE n'ont pas vocation à supporter la mise en place de systèmes par ailleurs légalement requis. Toutefois, dans la mesure où cette obligation n'entrera en vigueur qu'après la fin du présent cadre de compensation, la CRE retient dans le cadre de compensation les deux actions proposées par le comité pour la mise en place de GTB, afin d'encourager les professionnels à s'équiper en anticipation. Faute de la démonstration de son caractère optimal, le niveau de prime retenu est inférieur à la demande du comité, et il s'aligne sur les niveaux de prime retenus en Guadeloupe et à la Réunion.

Pour les systèmes de mesurage d'indicateurs de performance énergétique en revanche, en l'absence d'information suffisante sur l'action à ce stade, la CRE a convenu avec le comité MDE de Corse que cette action ne serait pas intégrée au cadre de compensation cette année et que le comité MDE réitérerait sa demande lors des prochains bilans une fois que les éléments nécessaires auront été obtenus.

1.2.3 Actions liées à la production de froid industriel

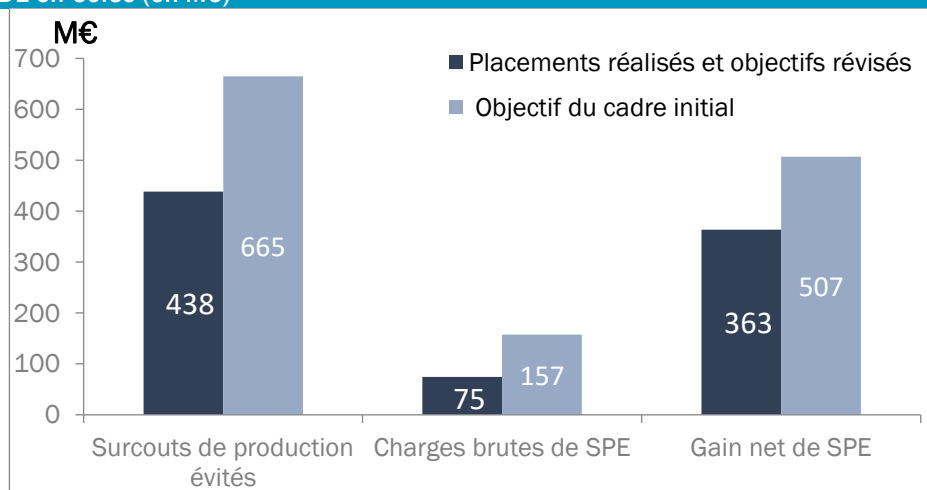
La CRE est favorable au développement des actions en faveur du segment industriel, qui a connu peu de placements en Corse depuis 2019. A cette fin, La CRE retient la demande de création d'une nouvelle action d'efficacité énergétique dans la production de froid, domaine identifié par des études récentes comme présentant un gisement important d'économie d'énergie. Cette action présente une efficacité de 2,2 est donc acceptée en l'état.

2. SYNTHÈSE DU CADRE TERRITORIAL DE CORSE

Les résultats 2021 et les objectifs définis dans le cadre territorial de MDE mis à jour conduisent à des charges brutes de SPE de 75 M€ en Corse au cours de la période 2019 – 2023 sur l'ensemble des actions standard, non standard et de rénovations globales. Les charges évitées sont estimées à 438 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 4 à 30 ans. Il en résulte une économie nette pour les charges de SPE de 363 M€. Cependant, tandis que les gains sont répartis sur toute la durée de vie des dispositifs, les charges sont quant à elles concentrées uniquement sur les années 2019 à 2023, les primes MDE étant des aides à l'investissement. Il en découle un effet de trésorerie important pour le budget de l'Etat.

La figure 1 présente les charges brutes de SPE, les charges évitées et les économies nettes pour les charges de SPE engendrées par la mise en œuvre du cadre territorial de MDE en Corse.

Figure 1 : Synthèse des charges évitées, des charges brutes et des économies nettes engendrées par les actions standard de MDE en Corse (en M€)



L'efficacité globale du cadre territorial de MDE de Corse mis à jour est de 3,3. Le cadre initial affichait pour rappel une efficacité de 2,3.

Une fois l'ensemble des actions mises en œuvre, les économies d'énergie générées en Corse s'élèveront à 215 GWh/an, ce qui représente 11 % de la consommation d'électricité du territoire en 2019. Cela devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 130 000 tonnes équivalent CO₂ par an⁶.

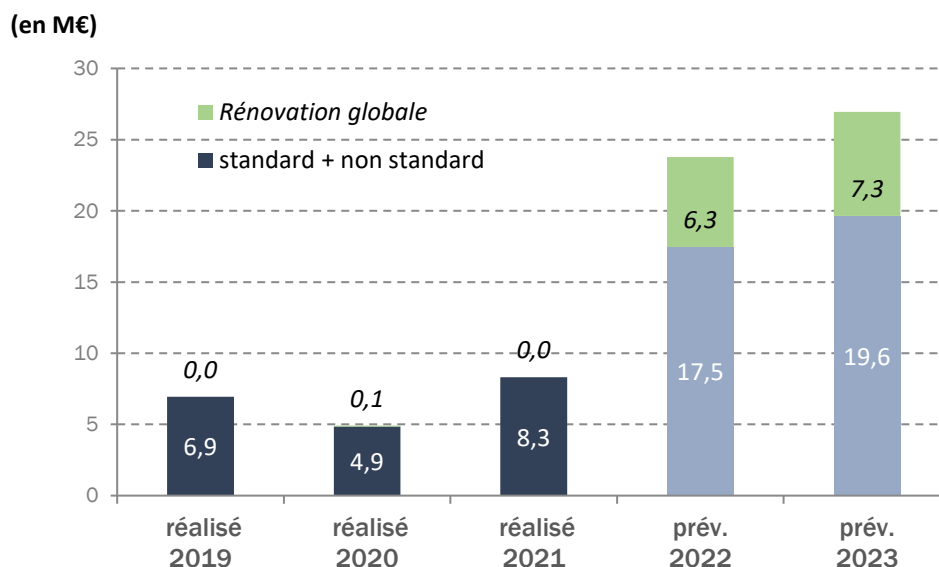
⁵ Décret n° 2020-887 du 20 juillet 2020 relatif au système d'automatisation et de contrôle des bâtiments non résidentiels et à la régulation automatique de la chaleur (dit décret « BACS »).

⁶ Estimation réalisée à partir du mix énergétique de Corse et des facteurs d'émission moyens du kWh électrique produit par filière. Source EDF : https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/responsable-et-engage/rapports-et-indicateurs/emissions-mensuelles-de-co-sub-2-sub/edfgroup_emissions-co2_evite_20170730_vf.pdf

Pour rappel, les actions réalisées entre 2019 et 2021 devraient d'ores-et-déjà permettre des économies de 58 GWh/an (2,9 % de la consommation d'électricité en Corse) et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de près de 35 000 tonnes équivalent CO₂ par an.

La Figure 2 ci-dessous présente l'évolution des charges brutes de SPE annuelles pour les actions standard, non standard et la rénovation globale en Corse. Les valeurs de 2019, 2020 et 2021 correspondent à des charges constatées, tandis que les suivantes sont des charges prévisionnelles.

Figure 2 : Charges brutes de SPE par année pour les actions standard et non standard en Corse



Dans cette enveloppe mise à jour, les actions non standard concourent à hauteur de 5,4 M€ de charges brutes de SPE et les actions de rénovations globales à hauteur de 13,6 M€.

MISE A JOUR DU DETAIL DES OBJECTIFS ET DES PRIMES PAR ANNEE

Le Tableau 5 précise les placements et les niveaux de prime moyens annuels observés pour les années 2019, 2020 et 2021. Pour les années 2022 et 2023, ce tableau présente les objectifs de placements et les niveaux de prime retenus. Les nouvelles actions sont indiquées en italique, tandis que les mises à jour de primes ou d'objectif de placement sont indiquées en gras.

NB : Pour les particuliers, les actions notées H2 s'appliquent aux particuliers résidant en zone montagnaise.

Tableau 5 : Placements réalisés et prévisionnels pour chaque action

Type de client	Nom de l'action	Place-ments 2019	Place-ments 2020	Place-ments 2021	Objectif 2022	Objectif 2023	Prime moyenne observée en 2019	Prime moyenne observée en 2020	Prime moyenne observée en 2021	Prime 2022	Prime 2023	Unité
Particuliers	BAR - Action de sensibilisation - Watty	0	7 510	15 559	10 000	10 000	0	20	11	20	20	nbre
	BAR - Appareil de réfrigération ménager de classe A++ ou A+++	1 127	819	0	2 000	2 000	50	57	0	50	50	nbre
	BAR - Appareil indépendant de chauffage au bois H2	44	119	178	265	300	1000	1000	1000	1000	1000	nbre
	BAR - Appareil indépendant de chauffage au bois	479	398	441	570	600	600	600	603	600	600	nbre
	BAR - Chaudière biomasse individuelle H2	3	2	0	30	30	7000	7000	0	7000	7000	nbre
	BAR - Chaudière biomasse individuelle	4	2	4	30	30	4 250	5 000	5 050	5 000	5 000	nbre
	BAR - Chauffe-eau solaire collectif	9	11	0	360	400	0	0	0	500	500	m²
	BAR - Chauffe-eau solaire individuel	63	60	70	90	100	1300	1300	1300	1500	1500	nbre
	BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	86	92	109	500	500	800	1 199	800	800	800	nbre
	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	2 290	1 090	1 244	1 500	1 500	30	30	30	50	50	nbre
	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant H2	13	163	363	500	500	50	50	50	75	75	nbre
	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant + VMC	0	0	576	180	240	0	0	31	1 000	1 000	nbre
	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant + VMC H2	0	0	256	75	110	0	0	50	1 250	1 250	nbre
	BAR - Isolation d'un plancher	1 255	10 505	27 607	20 000	20 000	21	30	31	25	25	m²
	BAR - Isolation d'un plancher H2	0	3 747	9 587	10 000	10 000	0	40	40	35	35	m²
	BAR - Isolation de combles ou de toitures	28 306	21 395	22 418	19 500	20 000	14	14	14	14	14	m²
	BAR - Isolation de combles ou de toitures H2	1 357	6 191	18 704	11 200	12 000	20	20	22	20	20	m²
	BAR - Isolation des murs H2	0	1 066	897	2 000	2 000	0	40	40	40	40	m²
	BAR - Isolation des murs	4 575	4 008	5 408	13 000	15 000	30	30	30	30	30	m²
	BAR - Isolation des murs - ITI R > 2,4 H2	0	210	0	1 000	2 000	0	20	0	20	20	m²
	BAR - Isolation des murs - ITI R > 2,4	1 540	384	0	4 000	5 000	0	40	37	10	10	m²
	BAR - Isolation des toitures terrasses H2	0	305	0	3 800	4 500	0	30	0	30	30	m²
	BAR - Isolation des toitures terrasses	7 776	5 471	6 575	8 500	9 500	20	19	20	20	20	m²
	BAR - Lampe à LED de classe A++	0	0	0	10 000	10 000	0	0	0	2	2	nbre
	BAR - Luminaire à modules LED	0	2 351	6 460	4 500	5 000	0	50	50	50	50	nbre
	BAR - Pompe à chaleur de type air/air	1 432	1 325	2 018	1 000	1 050	525	554	375	600	600	nbre
	BAR - Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	0	10	6	20	20	0	3 500	3 500	2 000	2 000	nbre
	BAR - Asservissement HC borne de recharge VE				10	20				200	200	nbre
	Rénovation globale de logements collectifs (Corse 2)	0	0	0	110	170	0	0	0	8 000	8 000	nbre
	Rénovation globale d'un logement individuel (ORELI 2)	0	0	0	170	280	0	0	0	25 000	25 000	nbre
Particuliers précaires	BAR - Appareil indépendant de chauffage au bois	299	187	570	270	300	1 503	1 500	1 500	1 500	1 500	nbre
	BAR - Chauffe-eau solaire individuel	0	90	150	250	425	1500	1500	1500	1700	1700	nbre
	BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	1 380	404	590	350	300	1 968	1 714	1 800	1 600	1 200	nbre
	BAR - Convecteur électrique intelligent	0	0	0	500	500	150	150	150	150	150	nbre
	BAR - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	0	0	0	1 000	1 000	0	0	0	75	75	nbre
	BAR - Isolation de combles ou de toitures [Combles en rampant]	0	0	0	5 000	8 000				35	35	m²
	BAR - Isolation de combles ou de toitures	113 915	78 481	54 095	40 000	40 000	25	25	25	22	22	m²
	BAR - Isolation des murs	2 782	3 561	18 060	5 000	8 000	50	50	40	50	50	m²
	BAR - Isolation des murs - ITI R > 2,4	261	59	0	4 000	5 000	20	20	0	20	20	m²

MISE A JOUR DU CADRE TERRITORIAL DE COMPENSATION POUR LES PETITES ACTIONS DE MDE EN CORSE

2 février 2023

Type de client	Nom de l'action	Place-ments 2019	Place-ments 2020	Place-ments 2021	Objectif 2022	Objectif 2023	Prime moyenne observée en 2019	Prime moyenne observée en 2020	Prime moyenne observée en 2021	Prime 2022	Prime 2023	Unité
	BAR - Isolation des toitures terrasses	0	230	1 194	4 000	4 500	0	30	27	30	30	m²
	BAR - Isolation d'un plancher	3 409	24 288	33 078	30 000	30 000	39	40	40	35	35	m²
	BAR - Lampe à LED de classe A++	0	0	0	30 000	30 000	0	0	0	4	4	nbre
	BAR - Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau	0	8	8	10	10	0	5 500	5 500	3 000	3 000	nbre
	Rénovation globale de logements collectifs	0	0	0	110	170	10 000	0	0	10 000	10 000	nbre
	Rénovation globale d'un logement individuel	0	0	0	85	135	0	0	0	25 000	25 000	nbre
Particuliers très précaires	BAR - Isolation des murs	0	0	0	5 000	8 000	0	0	0	60	60	m²
	Rénovation globale d'un logement individuel	0	0	0	85	135	0	0	0	30 000	30 000	nbre
Professionnels	BAT - Chauffe-eau solaire collectif < 10m²	37	76	124	950	1 100	178	174	0	500	500	m²
	BAT - Chauffe-eau solaire collectif > 10m²	0	0	0	70	100	0	0	0	200	200	m²
	BAT - Fenêtre ou porte-fenêtre complète avec vitrage isolant	1 661	122	859	2 000	2 000	27	30	30	30	30	nbre
	BAT - Isolation de combles ou de toitures	7 351	1 045	3 026	35 000	40 000	11	11	11	18	18	m²
	BAT - Isolation des murs	2 877	1 322	6 040	45 000	50 000	25	25	25	30	30	m²
	BAT - Isolation des murs - ITI R > 2,4	5 985	0	0	6 500	7 000	12	0	0	12	12	m²
	BAT - Isolation des toitures-terrasses	1 607	1 278	4 943	30 000	35 000	14	14	14	20	20	m²
	BAT - Isolation d'un plancher	951	282	4 147	17 500	20 000	32	30	29	30	30	m²
	BAT - Lampe LED (accentuation ou général)	32 254	7 024	2 488	200	0	24	20	23	20	20	nbre
	BAT - Luminaire d'éclairage général à modules LED (version 2019)	0	0	0	40 000	50 000	0	0	0	1	1	W
	BAT - Pompe à chaleur de type Air/Air	0	0	0	250	300	0	0	0	600	600	nbre
	BAT - Rénovation meubles frigorifiques négatifs	0	75	0	200	200	0	52	0	100	100	m
	BAT - Rénovation meubles frigorifiques positifs	134	9	53	1 000	1 000	152	153	150	300	300	m
	BAT - GTB de classe A				20 000	40 000				6	6	m² surveillé
Collectivités	RES - Bois-Energie	0	0	0	100	100	0	0	0	400	400	MWh
	RES - Horloge astronomique	28	46	245	150	150	100	100	100	100	100	nbre
	RES - Régulation de tension ou variation de puissance	17 725	23 517	112 145	150 000	200 000	1	0	0	0	0	W
	RES - Rénovation d'éclairage extérieur (AAP)	0	305	4 150	4 500	5 000	0	500	500	500	500	nbre
	RES - Rénovation d'éclairage extérieur (hors AAP)	5 361	4 367	2 911	3 000	3 000	267	300	414	300	300	nbre
Industrie	IND - Système de variation électronique de vitesse sur un moteur asynchrone	0	0	0	100	200	0	0	0	100	100	kW
	IND - Moteur performant IE4	0	0	0	500	500	0	0	0	40	40	kW
	IND - Système de VEV sur un moteur asynchrone	1 925	128	945	1 000	1 000	64	2 317	50	100	100	kW
Industrie	IND - Système de récupération de chaleur sur un groupe de production de froid				50	100				1500	1500	kWth récupéré